

Communiqué de presse de l'Alliance Climatique Suisse

Plus de 60'000 personnes demandent à la BNS : plus un centime pour le fracking !

18/12/2023 - Ce matin, les actionnaires de la Banque nationale suisse (BNS), ainsi que l'organisation Ekō, ont déposé les signatures de 60'000 personnes au siège de la BNS à Zurich. Ils exigent que la banque cesse d'investir dans les entreprises utilisant le fracking, une méthode ultra polluante d'extraction de pétrole et de gaz. La BNS investit actuellement 9 milliards de dollars américains dans des entreprises qui pratiquent le fracking, et ce, bien qu'une majorité de cantons soit opposée à cette pratique.

En bref :

- Plus de 60'000 personnes ont signé une pétition demandant à la BNS de cesser d'investir dans les entreprises utilisant la fracturation hydraulique (ou fracking). Cette pétition a été lancée à la suite de la publication d'un rapport sur les investissements de la BNS dans les entreprises pratiquant le fracking.
- La pétition a été présentée par les actionnaires de la BNS et l'organisation Ekō au siège de la Banque nationale suisse à Zurich le 18 décembre.
- Les conclusions les plus importantes du rapport :
 - Neuf cantons ont interdit le fracking ou émis un moratoire à son encontre.
 - Cinq autres se sont également positionnés contre le fracking.
 - La BNS, détenue majoritairement par les cantons, investit neuf milliards de dollars américains dans 69 entreprises qui 1) produisent du pétrole et du gaz avec la technologie de la fracturation hydraulique ou qui 2) exploitent du pétrole et du gaz issus de la fracturation hydraulique. Les investissements ont atteint un nouveau sommet depuis le début de la guerre en Ukraine.
 - Rien que par ses investissements dans ces entreprises, la BNS est responsable d'émissions de gaz à effet de serre d'environ 7 MtCO₂e par an.
 - Ces émissions sont plus élevées que celles de l'ensemble du secteur agricole suisse.
- Lien vers le rapport et la pétition :
<https://notre-bns.ch/2023/11/20/investissement-de-la-banque-nationale-suisse-dans-le-fracking/>

- Lien vers les photos de la campagne (disponibles le 18.12. à partir de 10h30) : <https://flic.kr/s/aHBqjB6Dzk>

Ce matin, les actionnaires de la BNS ont réclamé haut et fort que la BNS n'investisse plus dans des entreprises qui extraient du pétrole et du gaz à l'aide de la fracturation hydraulique, une technologie nuisible à l'environnement et au climat. Grâce à une forte mobilisation sur la plateforme de pétition Ekō, ils portent également la voix de plus de 60'000 personnes qui demandent à la BNS de prendre des mesures cohérentes en matière de politique climatique.

Les "militants climatiques de la BNS" se sont fait remarqués dès le mois d'avril avec une forte présence de leurs membres lors de l'assemblée générale annuelle de la BNS.

Martin Winter, actionnaire de la BNS, ingénieur en informatique et entrepreneur, déclare : "J'habite dans le canton de Zurich. Le fracking est interdit ici depuis cet été car le risque pour la biodiversité et notre santé, ainsi que les effets sur le réchauffement climatique, sont trop importants. Les cantons, la population et nous, en tant qu'actionnaires de la BNS, ne voulons pas du fracking, ni en Suisse, ni ailleurs. Par conséquent, la BNS devrait cesser d'investir dans les entreprises qui utilisent cette méthode."

La réaction à la publication du rapport a été spectaculaire : plus de 60'000 personnes ont signé la pétition en très peu de temps. Daphne Cronin, de la plateforme Ekō et co-initiatrice de la pétition, déclare : "Plus de 60'000 personnes demandent à la Banque nationale suisse de cesser d'investir dans des entreprises qui utilisent la fracturation hydraulique, une technologie qui cause des dommages irréparables aux personnes et à la planète. La fracturation hydraulique est liée à des violations indéniables des droits humains : dépossession des peuples autochtones de leurs terres et empoisonnement de plusieurs communautés. En tant qu'un des plus grands investisseurs au monde, la BNS doit enfin assumer sa responsabilité et mettre fin à tous les investissements permettant cette destruction."

Destruction systématique de l'environnement, violation des droits humains, atteintes à la santé et augmentation des émissions de gaz à effet de serre dues à la fracturation hydraulique.

La fracturation hydraulique (ou fracking) est une méthode non conventionnelle d'extraction du pétrole et du gaz. Elle consiste à injecter sous terre des produits chimiques, du sable et de l'eau afin d'extraire du pétrole et du gaz.

Les recherches de la coalition BNS montrent que la BNS investit actuellement 9 milliards de dollars dans des entreprises utilisant la fracturation hydraulique. À travers ces investissements dans le fracking, la BNS est responsable de plus d'émissions de gaz à effet de serre par an que l'ensemble du secteur agricole suisse.

De nombreux rapports provenant des zones de fracking montrent comment les activités de fracking entraînent la pollution des nappes phréatiques, la pollution de l'air et la perte de la biodiversité. En outre, la fracturation hydraulique provoque des problèmes de santé massifs

tels qu'un risque accru de cancer, des maladies respiratoires, de graves éruptions cutanées, une décalcification des os et davantage de naissances prématurées.

Jonas Kampus, auteur du rapport, déclare : "La BNS est tenue, en vertu du droit international et de la loi sur la protection du climat, clairement approuvée par la population suisse, de rendre compatible ses flux financiers avec la protection de l'environnement. Pourtant, avec ses investissements dans des entreprises de fracturation hydraulique qui nuisent au climat, la BNS alimente encore davantage la crise climatique."

Contact

Jonas Kampus

Responsable projet "BNS et régulation des marchés financiers" à l'Alliance Climatique

Numéro : +41 79 894 41 88

Email : jonas.kampus@klima-allianz.ch